

Zeitschrift: Schweizer Monatshefte : Zeitschrift für Politik, Wirtschaft, Kultur
Herausgeber: Gesellschaft Schweizer Monatshefte
Band: 29 (1949-1950)
Heft: 11

Buchbesprechung: Bücher-Rundschau

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 18.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

★ Bücher-Rundschau ★

Redaktion: Dr. F. Rieter

Ecrits politiques

Avec un retard dû à un regrettable concours de circonstances, nous tenons à attirer l'attention des lecteurs de cette revue sur la collection intitulée *Les Classiques de la politique* dont l'initiative a été prise par la maison Egloff (Fribourg et Paris) et qui est dirigée par M. l'abbé Charles Journet.

Les deux volumes de cette collection qui nous ont été transmis figurent, en effet, au tout premier rang des ouvrages politiques fondamentaux — et dont l'influence fut et demeure décisive dans des sens très divers — puisqu'il s'agit du traité *Des Lois de St. Thomas d'Aquin* et du *Contrat Social* de Jean-Jacques Rousseau.

Le fameux traité du «docteur angélique» nous est présenté dans une traduction française nouvelle, due aux soins attentifs d'un savant religieux fribourgeois, Jean de la Croix Kaelin. Le traité *Des Lois*, on le sait, s'insère dans cette oeuvre grandiose qui s'appelle la *Somme théologique*; on pourrait dire que c'est une des chapelles de cette vaste cathédrale de l'esprit chrétien. Toutefois, la *Somme* n'est pas l'exposé didactique de la pensée du maître; c'est, dans l'intention de l'auteur, un résumé à l'usage des théologiens novices où il s'agissait de dire en peu de mots le plus de choses possible. Cette extrême concision offre des difficultés auxquelles le traducteur s'est efforcé de parer en faisant précéder chaque «question» (ou problème) d'une lumineuse introduction aidant à la compréhension d'un texte parfois ardu. Il a, en outre, rédigé une intéressante introduction générale et une table analytique qui, conçue comme un petit résumé doctrinal, constitue un utile instrument de travail.

Dans cette note bibliographique, on ne saurait faire autre chose que de souligner l'intérêt que présente cette nouvelle traduction d'une oeuvre qui constitue un des chapitres essentiels de l'histoire de la philosophie chrétienne et autour de laquelle s'est manifesté depuis quelques années, en pays catholiques, tout un renouveau d'études doctrinales; nous pensons en particulier à Jacques Maritain.

Le traité *Des Lois* présente, en outre, un véritable intérêt d'actualité à une époque où, en divers pays, les partis catholiques (qu'on les nomme chrétiens-sociaux ou républicains populaires) jouent un rôle grandissant. Ceux qui observent l'évolution politique de notre temps ne sauraient donc se dispenser de connaître et d'étudier le grand ouvrage où sont exposés les fondements d'une politique chrétienne.

Ainsi que le remarque son commentateur, Saint-Thomas, en ce qui concerne la vie politique, considère que deux certitudes sont ancrées au cœur du chrétien: «celle, d'abord, de la possibilité d'une collaboration loyale avec les non-chrétiens sur le plan politique, domaine propre aux vertus naturelles; celle, ensuite, de la plan politique, domaine propre aux vertus naturelles; celle, ensuite, de la nécessité d'une politique chrétienne, ce qui presuppose une élite de chrétiens éclairés, dont les qualités sont traversées par les feux de la grâce chrétienne et auxquels s'adjoindront tous les hommes de bonne volonté, décidés d'assurer l'œuvre commune temporelle de la cité». Il est difficile, semble-t-il, de mieux définir en quelques mots les rapports qui doivent exister entre la politique et le christianisme.

La distance est très grande, à tous égards, entre Thomas d'Aquin et Jean-Jacques Rousseau: et pourtant le *Contrat Social* est, lui aussi, un de ces livres qui ont exercé une influence immense sur l'évolution sociale et politique. Aussi sa publication dans les «Classiques de la politique» était-elle tout indiquée.

Si Thomas d'Aquin se place constamment sur le terrain religieux, J.-J. Rousseau est bien de son temps, en ce qu'il nourrit un égal mépris pour la théologie et pour la métaphysique. Sans doute la Bible, n'est-elle pas à ses yeux un livre semblable à d'autres; mais ce qu'il lui demande, c'est une nourriture esthétique, morale, une piété même, non pas une vérité; il ne s'inspire pas de l'Evangile. Sa théorie de l'état est essentiellement rationaliste et humaine. Pour fondement du corps politique, il pose la convention de ses membres; pour lui, l'autorité ne vient pas de Dieu, mais de la *Volonté Générale*. Il fonde la société sur un contrat où chaque individu se sacrifie tout entier à la collectivité. Genevois, élevé dans l'idée de la souveraineté du peuple, il soumet à la majorité la volonté des individus et, d'autre part, il ignore l'existence de ces groupes intermédiaires qui servent d'amortisseurs entre l'Etat et l'individu.

Sans doute, Rousseau fait tout son possible pour concilier la sujétion et la liberté: il insiste pour que le pacte social maintienne le maximum de liberté; il proclame que jamais gouvernement n'est légitime s'il ne prend le bien public pour sa fonction et sa fin uniques. Il n'empêche que, pratiquement, dans la façon unilatérale dont elle a été interprétée par nombre de théoriciens politiques, l'aliénation totale de l'individu par le contrat social, postulée par J.-J. Rousseau, a mené, dans ses conséquences ultimes, au socialisme égalitaire et, finalement, au totalitarisme.

Le malheur a voulu que ce livre révolutionnaire ait été mal lu par beaucoup de gens qui n'en ont retenu que le dogme de la volonté générale tendant à devenir le pouvoir suprême de l'Etat contre lequel il n'y a nul recours, alors que Rousseau a toujours voulu que fût garanti à la personne son droit d'être libre. Il est vrai que le meilleur et le pire sont constamment mêlés dans l'œuvre géniale du «citoyen de Genève» où les esprits les plus divers ont, jusqu'à nos jours, puisé de quoi alimenter leurs convictions ou leurs passions politiques. C'est pourquoi, si l'on veut comprendre quelque-chose à l'évolution des idées et des sentiments au XIX^e siècle, il faut avoir lu le *«Contrat Social»*.

L'édition nouvelle que nous signalons est due à *François Bouchardy*, qui a écrit une introduction des plus pertinentes, ainsi que des notes et d'utiles éclaircissements sur la «Volonté générale», sur «Rousseau et Machiavel» et sur «Rousseau et Burlamaqui».

Georges Rigassi

Die Strategie einer Diktatur

Der vorliegende Band ist die Übersetzung des Buches: *The other side of the hill*, das im englischen Sprachgebiet auf hohes Interesse gestoßen ist. Es wird nicht anders sein mit der deutschen Fassung¹⁾.

Liddell Hart hatte Gelegenheit, während und nach dem Nürnberger Prozeß mit den führenden militärischen Chefs der deutschen Armee sich über die militärpolitischen und vor allem strategischen Probleme des Weltkrieges zu unterhalten. Damit bekommen wir Kenntnis von Einzelheiten der Operationen der deutschen Armee, welche manchen Punkt erhellen, der bisher noch im Dunkeln lag. Es sei etwa verwiesen auf den Operationsplan der deutschen Heeresleitung im Jahre 1941 zum Angriff auf Gibraltar. General Student berichtet, wie vorerst vorgesehen war, Gibraltar mit Hilfe einer Fallschirm-Division zu nehmen. Später wurde das Projekt erweitert zu einem Angriff mit einer Fallschirm-Heereseinheit von acht Divisionen, welche von Frankreich durch Spanien hätten transportiert werden sollen. «Aber

¹⁾ B. H. Liddel Hart: *Die Strategie einer Diktatur*. Amstutz, Herdeg & Co., Zürich 1949. Vergl. auch Besprechung der englischen Fassung (Cassell & Cy. Ltd., London 1948) im Maiheft 1949, S. 105.

dies hing von Spaniens Zustimmung zu unserem Durchmarsch ab. Hitler wollte das Wagnis nicht auf sich nehmen, sich den Weg durch Spanien erkämpfen zu müssen. Er versuchte, Franco zu überreden. Aber Franco wollte nicht zustimmen. So mußte der Plan fallen gelassen werden» (pag. 148). Spezielles Interesse findet — naturgemäß — die Vorbereitung des deutschen Angriffes auf Rußland und die Abwicklung jener Operationen. Liddell Hart hatte Gelegenheit, diese Fragen vor allem mit Rundstedt, von Kleist, Halder und Blumentritt in der Rückschau zu behandeln. Kleist z. B. erklärt: «Wir haben keineswegs die rote Armee unterschätzt, wie allgemein angenommen wird. Der letzte deutsche Militärattaché in Moskau, General Köstring, hatte uns über den Stand des russischen Heeres gut auf dem laufenden gehalten, aber Hitler wollte seinen Berichten keinen Glauben schenken. Die Siegeshoffnungen waren in großem Maße auf die Erwartung aufgebaut, daß die Invasion eine politische Erhebung in Rußland herbeiführen werde. Die meisten Generale waren sich von vorneherein klar, daß wenn die Russen sich zu einem freiwilligen Rückzug entschließen, nur geringe Aussichten auf einen Endsieg bestehen, wenn uns nicht eine Erhebung zu Hilfe kommt». Interessant ist auch, erstmals das Kräfteverhältnis der Kampfwagen auf beiden Seiten zu erfahren, wenn Kleist berichtet, daß er infolge des Balkanfeldzuges nur über 600 Kampfwagen verfügte, während die Heeresgruppe Budjenny, welche den Deutschen im Süden entgegentrat, 2400 Tanks hatte. Die Frage, ob es möglich gewesen wäre, Moskau zu nehmen, wenn nicht die operative Stoßrichtung auf Weisung Hitlers geändert worden wäre, wird an Hand von Zeugnissen von Blumentritt in interessanter Weise dargestellt.

Der Verfasser schenkt dem Konflikt Diktator-Generalität besondere Aufmerksamkeit und kommt dabei zu den Schlußfolgerungen: «Dadurch, daß Hitler die Irrtümer der Orthodoxie erfolgreich beweisen konnte, gewann er ein Übergewicht über die militärische Hierarchie, das er schneller auszubeuten als zu konsolidieren verstand. Zuweilen wurden die intuitiven Amateure durch die Ereignisse gefertigt, zuweilen die mathematisch rechnenden Berufssoldaten, die letzten auf die Dauer naturgemäß mehr. Aber die Eifersucht zwischen ihnen und die Schärfung unvermeidlicher Richtungsgegensätze wurden für Deutschland verhängnisvoller als die wirklichen Verirrungen beider Parteien... Angesichts der Politik Hitlers und seines Temperamentes wäre es unter allen Umständen schwer gewesen, ihm Zurückhaltung aufzulegen. Aber die Haltung der Berufssoldaten und die Tatsache, daß seine Einsicht häufig zutreffender war als ihre, machten ihn zügellos. Keine der beiden Parteien war sich ihrer Grenzen bewußt».

Karl Brunner

Beiträge zur Kenntnis der Schweizer Geschichte

Wer einmal den Versuch wagt, die bekannte Definition Huizingas auf die Schweiz anzuwenden, wonach Geschichte die geistige Form sei, in der sich eine Kultur über ihre Vergangenheit Rechenschaft gebe, wird zur Bejahung und Anerkennung dieser treffenden Formulierung kommen. Die deutlich in der Renaissance anhebende schweizerische Gesamtkultur, die über die Reformation erstmals zu einer Eigenform durchstößt, sich nachher im rationalistischen und emotionalistischen 18. Jahrhundert gar zu europäischer Größe aufschwingt, wird stets begleitet von einem teils ruhig-würdigen, teils erregteren Bemühen um Kenntnis und Erkenntnis ihrer Vergangenheit. Bis in die Gegenwart hinein geht der vielfältigen, sehr verästelten, doch nicht minder reichen Landeskultur — die beachtliche Leistung eines kleinen Volkes! — ein wacher Sinn für die Historie parallel, den wir in der kleinsten Gemeinde, in der abgelegensten Schulstube, und bei den Besten des Landes finden, die aus dem Wissen um die Tradition heraus ihre Entscheide fällen. Dieser andauernden Rechenschaft kommt in einer Zeit geistiger Bedrängnis tiefere Bedeutung zu. Dem zeitbedingt gesteigerten Bedürfnis nach Rechenschaft, das sich allerdings bei Allzuvielen reduziert auf eine möglichst laute, festlich-rauschende Rückschau auf heldische Tage, ist nun das vergangene Jahr 1948 in außerordentlicher Weise entgegengekommen, indem es gleich dreifachen Anlaß zu besonders feierlichem Gedenken bot. Erfreulich ist, wie das im Zentrum stehende hundertjährige Jubiläum

des Schweizerischen Bundesstaates, der als ein von allen Seiten her beleuchtetes staatsrechtliches Musterbild auch dort gepriesen wurde, wo es gar nicht zu erwarten war, die andern Jubiläen nicht etwa verdrängte, sondern bestehen ließ. Jährte sich doch sowohl die Errichtung der Helvetischen Republik, damit die Befreiung eidgenössischer Untertanengebiete zum 150., als auch die juristische Lösung der Eidgenossenschaft vom Heiligen römischen Reich deutscher Nation zum 300. Male, wobei des Westfälischen Friedens vornehmlich in Basel, der Befreiung im Jahre 1798 vor allem in der Waadt, im Tessin und im Thurgau mit besonderem Recht gedacht wurde. Die im folgenden angezeigten Publikationen sind ein Abbild der im Dienste der «Rechenschaft» geleisteten wissenschaftlichen oder publizistischen Tätigkeit. Ihre Zahl, Provenienz und unterschiedliche Qualität vermögen gleichzeitig Vielfalt und Probleme der historischen Forschung in der Schweiz zu widerspiegeln.

Einem angekündigten und mit Spannung erwarteten großen Werk über *Bürgermeister Wettstein und die Trennung Basels* sowie der Eidgenossenschaft vom *Deutschen Reich* schickt die geschätzte Basler Historikerin *Julia Gauß* eine kleine, fein gegliederte, zusammenfassende Schrift voraus. Sie enthält auf knappem Raum Wesentliches¹⁾. Der Leser wird vorbildlich in die politischen Probleme eingeführt, er begleitet den verdienten Basler Magistraten in den Diplomatenstrüdel von Osnabrück und Münster, er sieht die Klippen seines mühsam erkämpften, staatsmännisches Geschick erforderten Auftrages, und vermag zu erkennen, wie die Aktion Wettsteins zunächst in der föderalistischen Struktur der alten Eidgenossenschaft unüberwindlich scheinende Hindernisse findet, die nur durch einen Politiker von Rang überstiegen werden können, der sein Fernziel nie aus den Augen verliert. Anerkennenswert ist auch, wie in dem ausgezeichneten Porträt von *Julia Gauß* die Grenzen der Persönlichkeit Wettsteins sichtbar gemacht sind.

Rühmenswert fleißige, gewissenhaft und ebenfalls geschickt durchgeführte Forscherarbeit liegt auch einer Berner Dissertation von *Irène Schärer* zugrunde²⁾. Sie führt in das Gebiet der schweizerischen Außenpolitik des 18. Jahrhunderts. Im Zentrum einer außerordentlich farbigen, stellenweise etwas breiten Darstellung steht die *Gestalt* des gewieften *französischen Diplomaten Bonnac*, der nach großen persönlichen Erfolgen in verschiedenen Hauptstädten 53jährig in die Schweiz kam, wo eine von Seiten Frankreichs mit starkem Einsatz betriebene Hauptaufgabe seiner harrte: die Erneuerung der französisch-eidgenössischen Allianz, die im Zusammenhang mit der Reformation und ihren Folgen zerbröckelt war. Wenn Bonnac in seinen glanzvollen Schweizer Jahren auch nicht zum Ziele gelangte, lag dies in den überaus komplizierten Verhältnissen begründet, die er antraf: eine überwuchernde föderalistische Gesinnung, eine bis zum Landesverrat gesteigerte konfessionelle Intoleranz und eine wirtschaftliche Unausgeglichenheit. Das Bild, das die Verfasserin vom Leben am Ambassadorenhof in Solothurn, von der durch den Botschafter Frankreichs angewandten, aber von den eidgenössischen Politikern nicht minder beherrschten hohen Diplomatenkunst zeichnet, ist lebendig und überaus eindrücklich.

Von Interesse für die politische und militärische Landesgeschichte der *Helvetik* ist eine Basler Dissertation von *Kaspar Wolf*, die einen chronologischen Überblick über die *Geschichte der Lieferungen* enthält, welche von den Franzosen bei ihrem Einmarsch und während fünf harter Jahre zum Truppenunterhalt von den Eidgenossen gefordert wurden³⁾. Die sich in der bewegten Kriegszeit nur mühsam durchsetzende Organisation, die Formen und Hemmnisse dieser Lieferungen sind gut wiedergegeben, dagegen erscheint die ebenfalls aufgeworfene Frage, in welchem Ausmaß die wirtschaftliche Schwächung des Landes das Versagen der Helvetischen Republik mitbestimmt hätte, nicht gelöst.

In ein interessantes und der vermehrten Beachtung würdiges Gebiet schweizerischer Geschichtsforschung führt uns der Walliser Historiker *Hans Anton von*

¹⁾ *Julia Gauß*: *Bürgermeister Wettstein und die Trennung der Eidgenossenschaft vom Deutschen Reich*. Helbing & Lichtenhahn, Basel 1948.

²⁾ *Irène Schärer*: *Der französische Botschafter Bonnac und seine Mission bei der Eidgenossenschaft 1727—1736*. Buchdruckerei Maurer, Spiez 1948.

³⁾ *Kaspar Wolf*: *Die Lieferungen der Schweiz an die französischen Besatzungstruppen zur Zeit der Helvetik*. Basler Beiträge zur Geschichtswissenschaft, Band 29. Helbing & Lichtenhahn, Basel 1948.

*Roten*⁴). Er hat mit seltenem Forschereifer in sehr mühsamer Kleinarbeit eine *Liste sämtlicher Walliser Landeshauptleute* zusammengestellt, die im Jahr der Schlacht von Näfels, 1388, beginnt und bis 1840 führt, also über 450 Jahre Walliser und Schweizer Geschichte erfaßt. Das Amt des Landeshauptmanns im Wallis ist ein weiteres Beispiel dafür, wie ursprünglich militärische Funktionäre mit der Zeit politisch-wirtschaftlichen Einfluß erlangten und zu politischen Beamten wurden, eine Erscheinung, die auch in der Ostschweiz, so im Land Appenzell (Landes- und Gemeinde-Hauptleute) und in der gemeinen Landvogtei Thurgau (Quartierhauptleute im 17. und 18. Jahrhundert) deutlich wird. Eigenartig ist aber die Verbindung zweier Ämter im Wallis, die sich auszuschließen scheinen, nämlich das des Capitaneus der Walliser Zehnten und das des bischöflichen weltlichen Statthalters, des Baillivus. Im 17. und 18. Jahrhundert wurde der Landeshauptmann eine Art Staatspräsident, und nach dem kurzen Unterbruch durch die Helvetik waren die Inhaber des 1802 erneut eingeführten Amtes gleichzeitig Präsidenten der Exekutive und der Legislative, bis zum Umschwung von 1839/40, der dieses Amt verschwinden ließ. Dem in mehrfacher Beziehung aufschlußreichen Verzeichnis sind Kurzbiographien beigegeben, die bis 1534 reichen und fortgesetzt werden sollen. Sie vermitteln einen lebendigen Querschnitt durch die Geschichte des Wallis.

In die Vorgeschichte der Gründung des Schweizerischen Bundesstaates dringt *Edgar Bonjour* ein mit einer Studie über die *Haltung von Basel-Stadt in den Sonderbundswirren 1847/48*⁵). Akten aus baslerischen Familienarchiven liegen ihr zu grunde. Mit einführender Behutsamkeit schält der Verfasser den Anteil der Abgeordneten Basels an den entscheidenden Verhandlungen auf der eidgenössischen Tagssatzung heraus, allerdings unter starker Betonung der Sonderstellung, in die sich die Gesandten durch die vorwärtsdrängenden Zeiteignisse hineinmanövrierten ließen. Daß von ihrem eher schwachen Standort aus eine Vermittlung gar nicht in Frage kam, besagen die zeitgenössischen Berichte selber: Der «glücklichsten Stunde» der Schweizergeschichte mußte eine Gärung vorangehen.

Einen Beitrag zum «evangelisch-reformierten Verständnis der Eidgenossenschaft» versucht Pfarrer *E. G. Rüsch* in St. Gallen in einer gedankenvollen, doch skizzenhaften Schrift über *Geistige Grundlagen der Bundesverfassung von 1848* zu leisten⁶). Er weist sich darin über große Belesenheit aus. Trotzdem, und trotz der oft originellen Formulierungen erscheinen die aus einem Referat vor protestantischen Pfarrherren hervorgegangenen Ausführungen zu standortgebunden und lückenhaft, als daß ihnen ein allgemeineres Interesse zugewiesen werden könnte. Zur Prüfung der Frage, ob die eidgenössische Verfassung den Prinzipien entspreche, die Gott aufgestellt habe, zieht Rüsch 1. Kor. 12, 12—27 heran, was selbstverständlich nicht genügt, uns aber deutlicher Beweis einer etwas an der Oberfläche haftenden Gedankensführung ist. Für die Zukunft empfiehlt Pfarrer Rüsch die Ergänzung der formalen durch die soziale Demokratie, im Sinne «eines echten, schweizerischen Sozialismus». «Bundesbrief und Huttwiler Bund gehören aufs engste zusammen» (S. 41), eine unverständliche, von Kenntnis der historischen Tragweite dieser beiden Dokumente unberührte Gleichsetzung. Da halten wir uns an das Paulus-Wort im genannten Korintherbrief: «Und ich zeige euch einen noch trefflichern Weg» (1. Kor. 12, 31).

Einem Jubiläum ist auch die volkstümliche Schrift von *Paul Erismann* über *700 Jahre Aarau* gewidmet⁷). In charakteristischen, verständlich und verständnisvoll geschriebenen Bildern läßt der Verfasser die bewegte Geschichte einer schweizerischen Kleinstadt am Leser vorüberziehen. Die Kulturgeschichte ist dabei hervorgehoben, was die Aufgabe dieses im Auftrag des Aarauer Gemeinderates verfaßten und in alle Haushaltungen der Stadt verteilten Heftes erleichtert. Die zahlreich den Text be-

⁴) Blätter aus der Walliser Geschichte. Herausgegeben vom Geschichtsfor schenden Verein von Oberwallis. X. Band, I. Jg. 1946, II. und III. Jg. 1948.

⁵) Edgar Bonjour: Basels Vermittlung in den Sonderbundswirren 1847/48. Helbing & Lichtenhahn, Basel 1948.

⁶) E. G. Rüsch: Geistige Grundlagen der Bundesverfassung von 1848. Vadian-Verlag, St. Gallen 1948.

⁷) 700 Jahre Aarau 1248—1948. Bilder aus Geschichte und Alltag einer kleinen Stadt von Paul Erismann. Sauerländer, Aarau 1948.

gleitenden Zeichnungen des Graphikers Hoffmann wecken das Verständnis für die Vergangenheit ebenfalls.

Unter manchen offiziellen — und geschäftstüchtig inszenierten offiziösen — Werken zum Verfassungsjubiläum von 1948 ist die gehaltvolle *Festgabe der Regierung des Standes Schwyz* besonders rühmlich zu erwähnen⁸⁾. Sie birgt neben einem guten Überblick über die verfassungsgeschichtlichen Veränderungen seit hundert Jahren, neben einer vorbildlichen Untersuchung der kantonalen Finanzen, einer Chronik der Volksabstimmungen seit 1848, neben Bevölkerungstabellen, einem Mitgliederverzeichnis der wichtigsten Kantonsbehörden und der schwyzerischen Vertretung in den Bundesbehörden, neben biographischen Notizen von großem Wert, einer aufschlußreichen Zusammenstellung des schwyzerischen Beitrags an der politischen Willensbildung im Bund und neben sieben schönen Bildtafeln, also neben mehr dokumentarischen Beiträgen etwas besonders Kostbares: einen gut drei Seiten umfassenden Aufsatz des Dichters Meinrad Inglin, der die geistigen Werte dieses in der Schweizergeschichte so hervorleuchtenden Volkes meisterhaft klar erfaßt. Man muß Jahrzehnte zurückgehen in der schweizerischen Literaturgeschichte, bis man auf einen Dichter trifft, der so viel Wahres und Gültiges über seine Heimat aussagt wie Inglin in diesem Beitrag «Vom Eigenleben des Kantons». Wie es sich gehört, macht in dem stattlichen Jubiläumsbuch die gegenwärtige schwyzerische Verfassung den würdigen Beschuß.

Die historische Entwicklung seit dem großen Jahr 1848 brachte in den Kantonen den bedeutungsvollen Übergang von der repräsentativen zur direkten oder reinen Demokratie. Wenn nun Robert Geilinger sich für den Kanton Zürich die Frage stellt, wie und wie stark sich der Volkswille seit dem Verfassungssturm von 1869 manifestiert habe, so darf seine eingehende Untersuchung darüber das Interesse jener Schweizer beanspruchen, die manchmal über die politische Reife des Volkes leise Zweifel hegen und angesichts der starken Gleichschaltungstendenzen in der gegenwärtigen Demokratie ernste Bedenken darüber haben⁹⁾. Sie werden in der großen Arbeit Geilingers, bei der juristische, historische und statistische Arbeitsmethoden mit Erfolg angewandt wurden, Beruhigung finden, doch auch wieder Belege dafür, daß Besorgnis beispielsweise dann berechtigt ist, wenn die Beteiligung am Wahltag, wie es in den letzten Jahren oft der Fall war, bedenklich gering ist. Als Ganzes vermittelt Geilingers Schrift jedoch ein lehrhaftes und nachhaltiges Bild vom Gang, von der Lebendigkeit, von der Lebensfähigkeit der schweizerischen direkten Demokratie und von der Willenskraft des Volkes, das sie trägt.

Albert W. Schoop

Der Streit um die Wirtschaftsordnung

Daß sich an der Wirtschaftsordnung das Schicksal unserer Kultur zu einem nicht geringen Teile entscheidet, so wie umgekehrt das Schicksal der Wirtschaftsordnung nur zugleich mit der Gesamtkultur entschieden werden kann — diese Wahrheit, die vor einem Jahrzehnt erst von wenigen auszusprechen gewagt wurde, kann heute mehr und mehr als allgemein anerkannt gelten. Zum mindesten gilt das von den im Epizentrum des sozialen Weltbebens stehenden Ländern Europas, aber das — sonst kaum in solcher Stärke erklärliche — Aufsehen, das Toynbee in den Vereinigten Staaten hervorgerufen hat, beweist doch, wie innerlich erschüttert auch dort der Grund geworden ist. Tatsächlich kann man im deutschen Sprachgebiet kaum noch ein einigermaßen anspruchsvolles und anspruchsberechtigtes Buch aus dem Bereiche der Staats-, Wirtschafts- und Sozialwissenschaften zur Hand nehmen, das nicht im Bewußtsein einer allumfassenden Kulturkrise verfaßt worden wäre. Aus diesem Strome heben sich nun in besonders auffallender und erfreulicher Weise

⁸⁾ Der Stand Schwyz im hundertjährigen Bundesstaat 1848—1948. Dem Volk und den Behörden des Kantons Schwyz dargeboten vom Regierungsrat. Benziger, Einsiedeln 1948.

⁹⁾ Dr. Robert Geilinger: Die Institutionen der direkten Demokratie im Kanton Zürich. Juris-Verlag, Zürich 1947.

einige Bücher ab, die in jüngster Zeit zu uns aus Deutschland gekommen sind und denen eine ungewöhnliche Bedeutung zugeschrieben werden muß.

Wer auch nur einigermaßen die Entwicklung des politischen und wirtschaftlich-sozialen Denkens in Deutschland nach dem Zusammenbruch verfolgt hat, weiß, daß die Schriften, die wir hier im Auge haben, in dem doppelten Sinne als erfolgreich zu gelten haben, daß sie einer inneren Bereitschaft weiter Schichten entgegenkommen und deren weiteres Denken gleichzeitig stärken, lenken und bestimmen. Es sind jene Schriften, in denen eine durch bitterste Erfahrung erstarkte, geläuterte und zur Aktion drängende Freiheitsphilosophie aus dem offensbaren Zusammenbruch des Kollektivismus einen neuen Weg sucht, der zum Menschen, seiner Würde und seiner Freiheit führt, ohne aber die Antwort auf die herausfordernden Fragen einer nicht mehr zu umgehenden Reform unseres überkommenen Wirtschafts- und Gesellschaftssystems schuldig zu bleiben. Wenn wir — mit an anderen Stellen ausgesprochenen Vorbehalten sehr ernster Art — hier von «Neoliberalismus» sprechen, so wird dieses unzulängliche Stichwort (das vor allem der über das eigentlich Wirtschaftliche weit hinausgehenden Sozialphilosophie nicht weniger «Neoliberaler» keineswegs gerecht wird) den meisten Lesern zur vorläufigen Kennzeichnung genügen¹⁾. Wer sich von der Aktivität der deutschen Neoliberalen einen ausgezeichneten Begriff machen will, wird am besten das umfangreiche Jahrbuch studieren, das sich dieser Kreis unter dem Titel *Ordo* (Jahrbuch für die Ordnung von Wirtschaft und Gesellschaft) geschaffen hat²⁾. Herausgegeben von Walter Eucken und Franz Böhm, unter Mitwirkung von Karl Brandt (Stanford University), Constantin von Dietze, F. A. Hayek (London), F. A. Lutz (Princeton University), Wilhelm Röpke (Genf) und Alexander Rüstow (Istanbul), ist unter der Schriftleitung von *Fritz W. Meyer* und *Hans Otto Lenel* der reichhaltige zweite Band erschienen, aus dem vor allem die weitgespannten und zugleich bereits viele Detailfragen beantwortenden Beiträge von Walter Eucken über «Die Wettbewerbsordnung und ihre Verwirklichung» und von Alexander Rüstow über «Zwischen Kapitalismus und Kommunismus» hervorzuheben sind.

Wenden wir uns von diesem periodischen Sammelwerk bedeutsamen Einzelerscheinungen dieses Kreises zu, so sind zunächst zwei Werke als besonders eindrucksvolle Beweise der eingangs betonten Tendenz zu einer synthetisch-sozialphilosophischen Betrachtungsweise zu nennen. Beide sind von bekannten und in ihrem Fache verdienten Nationalökonomien verfaßt, aber in dem einen wie in dem anderen wird die Nationalökonomie zur Deutung unserer Kulturkrise am wenigsten bemüht. *Otto Veit*, dem wir das bereits 1947 erschienene, aber eines erneuten kräftigen Hinweises würdige Buch *Die Flucht vor der Freiheit, Versuch zur geschichtsphilosophischen Erhellung der Kulturkrise* danken, beweist uns tröstlicherweise, daß man nicht nur die Funktion eines Professors der Geldtheorie, sondern sogar das verantwortungsvolle Amt eines Zentralbankpräsidenten, wenn man der Mann dazu ist, mit dem Philosophensitz in einer Weise vereinen kann, um die ihn mancher zünftige Philosoph beneiden könnte³⁾. *Alfred Müller-Armack*, der andere Nationalökonom, der die wirtschafts- und sozialpolitischen Überzeugungen des «Neoliberalen» mit dem Weitblick des feinsinnigen Kulturphilosophen und dem Ernst des Kulturkritikers verbindet, legt uns, nachdem er sein Wort als Nationalökonom bereits 1947 in seiner ebenso klaren wie bestimmten Schrift «Wirtschaftslenkung und Marktwirtschaft» (die wohl das Schlagwort von der «sozialen Marktwirtschaft» in Deutschland lanciert hat) abgegeben hatte, nunmehr eine im Geiste einer christlichen Freiheitsphilosophie verfaßte geistesgeschichtliche Diagnose unserer Gegenwart vor⁴⁾. Auch von ihr ist viel Kühnliches zu sagen, und es wäre tröstlich, zu wissen, daß dieses Buch eine weite Gemeinde in Deutschland findet.

¹⁾ W. Röpke: Die natürliche Ordnung — Die neue Phase der wirtschaftspolitischen Diskussion. *Kyklos*, vol. II, 1948, S. 211—232.

²⁾ Helmut Küpper vormals Georg Bondi, Godesberg 1948 und 1949.

³⁾ Vittorio Klostermann, Frankfurt a. M. 1947.

⁴⁾ Diagnose unserer Gegenwart — Zur Bestimmung unseres geistesgeschichtlichen Standortes. C. Bertelsmann, Gütersloh 1949.

Daß aber auch ein Nationalökonom, dem es in erster Linie um die wirtschaftspolitischen Probleme unserer Zeit geht, nicht mehr umhin kann, sie in den weiteren Rahmen der Kultur- und Gesellschaftskrisis unserer Zeit zu stellen, beweist *Erich Preiser* (Professor der Ökonomie in Heidelberg) mit seiner Schrift *Die Zukunft unserer Wirtschaftsordnung, Probleme und Möglichkeiten*⁵⁾. Hervorgegangen aus der Schule Franz Oppenheimers, aber offenen Sinnes gegenüber den Übertriebungen seines Lehrers, prüft er in einer einfachen pädagogischen, ruhig abwägenden und unpersönlich sachlichen Art das, was er «die alte Ordnung und ihre Probleme» nennt. Im Bewußtsein der Fragwürdigkeit dieses Begriffs, aber in nicht ganz überzeugender Verteidigung seiner weiteren wissenschaftlichen Verwendung spricht er vom unhaltbar gewordenen «Kapitalismus» und seinen Problemen, die ihm in der sozialen Frage (soziale Gerechtigkeit und soziale Sicherheit), in den Wirtschaftskrisen und im Monopolproblem zu gipfeln scheinen. Bei allem Verständnis für die Motive des Sozialismus und aller von seinem Lehrer übernommenen Neigung, auch, wo nur immer mit dem alles überragenden Freiheitsideal vereinbar, von den Ideen und Anregungen des Sozialismus Gebrauch zu machen, fällt er mit überzeugenden Argumenten seine Entscheidung zugunsten derjenigen Wirtschaftsordnung, die er «eine vom Staat geordnete und überwachte Marktwirtschaft» nennt, «in der die Freiheit jedes einzelnen sich in den Grenzen entfalten kann, die die Freiheit aller setzt». Was damit gemeint ist, wird keinem Kenner des neoliberalen Programms mehr zweifelhaft sein. Die Grundlage ist für ihn eine Wettbewerbsordnung mit strenger Monopolkontrolle und — worin der Rezensent besonders lebhaft zustimmt — eine den Proletarismus mildernde und den Arbeitsmarkt entlastende Dezentralisierung der Siedlung und Produktionsstätten. Auf dieser Basis soll, so fordert der Verfasser, die Wirtschaftspolitik mit jeweils passenden Mitteln das doppelte Ziel verfolgen, die Lage der Arbeiter organisch durch das, was er mit der Terminologie der Oppenheimerschule die «Auflösung des Quasimonopols» der Arbeitgeber nennt, zu verbessern, und den Wirtschaftsablauf auf dem «Stand der Vollbeschäftigung» zu stabilisieren. Was den zuletzt genannten Ausdruck betrifft, so gibt er sich alle erdenkliche Mühe, von der als verfehlt bezeichneten Politik der «Vollbeschäftigung» der Keynesschule abzurücken. Ihr Fehler, so wirft er ihr mit Recht vor, ist «die Verallgemeinerung, die Vernachlässigung der Ursachenbekämpfung, der Verzicht auf die Analyse der jeweiligen Situation». Der von der Keynesschule hervorgehobene Mangel an Gesamtnachfrage, so betont er, ist ja nicht ein Datum des Wirtschaftsprozesses, sondern das Symptom einer Gleichgewichtsstörung.

Es lohnt sich, auf die Schrift Preisers mit einigen weiteren Worten der Zustimmung und der Kritik einzugehen. Der Zustimmung: zu mehreren besonders gut gelungenen Teilen und Formulierungen, unter denen das über die wahre, aber so oft verkannte Funktion des Wettbewerbs Gesagte, die wohlabgewogenen und weiterführenden Darlegungen über das dornige Problem des Mitbestimmungsrechtes der Arbeiter, die nüchterne Einschätzung der Rolle der Genossenschaften und manches andere hervorzuheben sind. Der Kritik: am offensichtlichen Festhalten an der neomarxistischen Imperialismustheorie (die uns und übrigens jetzt auch einigen ihrer früheren Hauptvertreter unhaltbar erscheint), an der allzu vorbehaltlosen Reverenz vor dem Großbetrieb und manchem Punkte von geringerer Bedeutung. Vor allem möchten wir dem Verfasser zu bedenken geben, ob nicht sein ganzer Begriff des «Quasimonopols», als dessen Opfer er die Arbeiterschaft als ganzes anzusehen scheint, demjenigen, der etwa die heutige Monopolmacht amerikanischer oder englischer Gewerkschaften kennt, sehr kurios vorkommen muß, ob also nicht die Wirklichkeit der modernen Industriestaaten mehr und mehr durch ein sehr komplexes Nebeneinander von Quasimonopolen einzelner Arbeitgeber und echten Monopolen einzelner übermächtiger Gewerkschaften bestimmt ist, deren Opfer nicht zuletzt die weniger straff organisierten Arbeiter, Angestellten und Angehörigen des Mittelstandes sind. Dann muß aber auch sein Vorschlag, die Hochkonjunktur durch Lohnbewegungen abzufangen, in einem eigentümlichen Lichte erscheinen. Im Gegen teil scheint uns die wirkliche Gefahr gerade mehr und mehr die zu sein, daß der moderne Wirtschaftsprozeß zu einem Wettlauf zwischen rücksichtslos ausgebauter Gewerkschaftsmacht und einer aktiven Konjunkturpolitik entartet, welche die die Be-

⁵⁾ Kreuz-Verlag, Stuttgart 1949.

schäftigung mindernde Lohnübersteigerung im Banne der Vollbeschäftigungsideologie durch konstanten Inflationsdruck zu kompensieren sucht.

So eindeutig auch Preiser das Ordnungsprinzip, das die Kommandowirtschaft zur Anwendung bringt, zugunsten des marktwirtschaftlichen Ordnungsprinzips ablehnt, und so sehr die Überzeugung von der grundsätzlichen Überlegenheit der Marktwirtschaft auch bis in die Reihen der Sozialisten hinein an Boden gewonnen hat, so bleibt natürlich doch noch ein beachtliches Feld für die weitere Klärung der Probleme⁶⁾. Als ein solcher Klärungsbeitrag will auch die Schrift von *Wilhelm Taucher, Gedanken zur Planwirtschaft*, gelten⁷⁾. Freilich muß der Rezensent bei aller Anerkennung des Positiven dieser Arbeit bekennen, daß er sie im ganzen eher als einen Rückschritt in der Diskussion empfindet. Dabei kann er nicht umhin, seinem gelinden Erstaunen darüber Ausdruck zu geben, daß die Grundtendenz der österreichischen Nationalökonomie, von der die Schrift Tauchers keinen schlechten Begriff gibt, so wenig der durchaus liberalen Reaktion entspricht, die sich in Deutschland als Ergebnis der abschreckenden Bekanntschaft mit dem Kollektivismus und dem ihm zugeordneten Staatssystem feststellen läßt.

Wie tief diese Reaktion geht und wie fast selbstverständlich sie in Deutschland geworden ist, beweist auch der Umstand, daß neuerdings sogar ein — gewiß als avantgardistisch geltender — Dichter wie *Hermann Kasack* den Ekel vor allem, was Planwirtschaft, Zentralismus und Bürokratismus heißt, zum Gegenstand einer surrealistischen Vision gemacht hat⁸⁾. Es ist möglich, daß der Dichter damit Schichten erreicht, die sich dem zergliedernden Verstande, mit dem wir Gelehrten uns begreiflich zu machen suchen, verschließen. Es wäre nicht das erste Mal, daß der Pegasus weiter trägt als die Musa pedestris.

Wilhelm Röpke

⁶⁾ Was den Begriff des Ordnungsprinzipes anlangt, so verweist der Rezensent neuestens auf seine eigene Schrift «Die Ordnung der Wirtschaft» (Frankfurt a. M. 1948), von der jetzt unter dem Titel «L'âme de l'économie — Ordre et stimulation» (Les Editions Radar, Genf 1949) eine französische Version erschienen ist.

⁷⁾ Ulrich Moser, Graz-Wien 1949.

⁸⁾ Hermann Kasack: Der Webstuhl. Suhrkamp Verlag vorm. S. Fischer, Frankfurt am Main 1949.

In der Sphäre des Geschehens, das über das Schicksal der Menschheit entscheidet, besteht die Wirklichkeit in den Gesinnungen, nicht in den vorgefundenen äußeren Tatsachen. Der feste Boden unter den Füßen ist in ethischen Vernunftidealen gegeben. Wollen wir uns durch den Geist befähigen lassen, neue Zustände zu schaffen und wieder zur Kultur zurückzukehren, oder wollen wir weiterhin den Geist aus den bestehenden Zuständen empfangen und an ihm zugrunde gehen? Das ist die Schicksalsfrage, vor die wir gestellt sind.

Albert Schweitzer